Pologne : une élection présidentielle sans suspense?

Description

Le 10 mai 2015, les électeurs polonais seront invités à se rendre aux urnes pour désigner un nouveau président de la République… ou renouveler leur confiance au chef de l'État actuel, Bronisław Komorowski. Qui sont ses adversaires et ont-ils une chance de faire mentir les sondages, qui donnent une très confortable avance au candidat sortant ?



C'est officiel : onze candidats sont parvenus à réunir les 100 000 signatures nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle polonaise qui aura lieu les 10 et (peut-être) 24 mai 2015. Ce premier filtre a retiré de la compétition des personnalités comme Anna Grodzka (parti des Verts), Iwona Piątek (parti des Femmes), Wanda Nowicka (Union du travail, social-démocrate « moderne ») ou encore Balli Marzec, représentante de la minorité kazakhe. À droite de l'échiquier politique, plusieurs anciens opposants au régime communiste et patriotes déclarés ont également échoué à franchir le barrage des signatures. Les grands maires et les mouvements urbains n'ont pas, de leur côté, affiché d'ambitions qui dépasseraient le niveau local.

Il est vrai que le caractère essentiellement parlementaire du régime polonais ne confère pas au Président les pouvoirs dont bénéficie par exemple son homologue français. Les affaires intérieures comme la politique étrangère dépendent avant tout du gouvernement et c'est donc le Premier ministre qui, dans la majorité des cas, représente la Pologne aux sommets européens et internationaux. Si une rupture doit avoir lieu dans la diplomatie polonaise, elle aurait davantage de chances de se produire à la suite des élections législatives d'octobre 2015 qu'en raison d'un changement de locataire au Palais présidentiel.

Pour autant, on ne saurait réduire la fonction du chef de l'État polonais à « l'inauguration des chrysanthèmes ». Il dispose à la fois de l'initiative législative et d'un droit de veto, ce qui peut paralyser l'action gouvernementale en cas de cohabitation et d'absence de majorité suffisamment forte au Parlement pour passer outre l'obstruction du Président. La personnalité du chef de l'État peut aussi affaiblir la cohérence de la politique extérieure polonaise: on se souvient de l'obstination du défunt président Lech Kaczyński à vouloir assister aux réunions du Conseil européen alors que seul le gouvernement y était invité, pour le plus grand embarras des services de protocole.

Un Président au-dessus des partis ?

Dans une situation où le chef de l'État et le Premier ministre sont de la même couleur politique comme c'est le cas depuis l'accession à la présidence de Bronisław Komorowski en 2010 (Plateforme civique PO, droite libérale), les désaccords au sein de l'exécutif se sont logiquement raréfiés, même si le locataire du Palais présidentiel a cherché au cours de son mandat à maintenir une certaine distance avec le gouvernement pour se bâtir une image d'homme d'État au-dessus des partis.

Sans pratiquer l'opposition frontale –seulement quatre veto en cinq ans–, il s'est engagé dans des débats de long terme comme la politique familiale ou le « patriotisme contemporain »[1] et a marqué sa différence dans des questions polémiques comme la ratification du traité anti-contrefaçon ACTA ou les réformes du système de retraite, au besoin en utilisant son droit de saisine du Tribunal constitutionnel. Cette année, B.Komorowski, désormais âgé de 62 ans, se présente d'ailleurs comme candidat « indépendant » et sa campagne axée sur « la concorde et la sécurité » ne fait pas référence à la PO.

Dans une tribune publiée par le quotidien *Gazeta Wyborcza*[2], le Président sortant se définit comme le héraut de la « Pologne rationnelle » contre les représentants de la « Pologne radicale ». En raison de la guerre en Ukraine et de la crainte partagée par de nombreux Polonais d'être, à leur tour, visés par une agression russe, la politique étrangère arrive en bonne place dans la liste des thèmes de campagne et B. Komorowski voit dans l'intégration européenne et la solidarité transatlantique les meilleures garanties de sécurité pour la Pologne.

Il accuse ses rivaux d'avoir brisé le consensus qui existait autour de ces « piliers » et de faire passer leurs calculs électoraux avant l'intérêt national. La critique s'adresse aussi bien au parti Droit et justice (PiS, droite conservatrice), favorable à une ligne plus dure à l'égard de Moscou et un soutien plus affirmé à Kiev, qu'aux autres formations qui estiment au contraire que la Pologne s'expose trop dans le conflit ukrainien. Cette dernière position est défendue à la fois par le Parti paysan polonais (PSL, pourtant membre de la coalition gouvernementale), le Congrès de la nouvelle droite (KNP, conservateur libertarien) et l'Alliance de la gauche démocratique (SLD, largement composée d'anciens apparatchiks du régime communiste convertis à la social-démocratie).

Une nouvelle génération de candidats

Constante de la scène politique polonaise depuis le début des années 2000, l'opposition binaire PO-PiS ne laisse que peu de place aux autres partis, dont les candidats peinent à dépasser aujourd'hui les 5 % d'intentions de vote. Un vent de relative nouveauté est cependant apparu en la personne d'Andrzej Duda, juriste de 42 ans et député européen depuis un an. C'est lui, et non Jarosław Kaczyński –le frère jumeau du Président mort dans la catastrophe aérienne de Smolensk en 2010–, que l'état-major du PiS a choisi l'automne dernier pour porter ses couleurs à l'élection présidentielle. Nettement plus jeune que le leader historique du parti (65 ans), il est aussi moins clivant parmi les électeurs indécis, alors que J. Kaczyński avait pu donner l'impression, depuis le décès de son frère, de ne désirer le pouvoir que pour prendre une revanche personnelle.

Toutefois, son expérience politique est plus limitée et il est éclaboussé par le scandale des SKOK, un réseau de banques coopératives notoirement proche du PiS (financement de réunions, de médias, embauche de cadres…). Sous-secrétaire d'État entre 2008 et 2010 à la chancellerie du Président L.Kaczyński, il aurait contribué à bloquer l'extension du domaine de compétence de l'Autorité de supervision financière (KNF, équivalent de l'Autorité française de contrôle prudentiel et de résolution ACPR) aux SKOK, avec pour conséquence une gestion hasardeuse, voire la faillite, de certaines caisses. Sur le fond, son programme pourrait se résumer de la façon suivante :
– Une politique étrangère plus atlantiste qu'européenne (installation de bases permanentes de l'Otan sur le territoire polonais, pas d'adoption de la monnaie unique tant que les salaires polonais ne seront pas au « niveau européen ») ;
– Une politique familiale conservatrice (primes à la naissance, condamnation de la fécondation *in vitro*, refus de ratifier la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) ;
– Une politique économique et sociale interventionniste (investissements publics, sauvetage des emprunteurs en francs suisses, réindustrialisation, restauration de l'âge de départ à la retraite à 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes contre une cible actuellement fixée à 67 ans à l'horizon 2020-2040).

Le PiS n'est pas le seul parti à avoir fait le choix d'un candidat « neuf » pour ce scrutin présidentiel. À gauche, le SLD, tenu à l'écart du pouvoir exécutif depuis 2005, joue l'atout charme avec Magdalena Ogórek, 36 ans, historienne de formation, actrice et jusqu'à présent dépourvue de responsabilité politique. Le contraste ne pourrait être plus grand avec l'actuel dirigeant du parti Leszek Miller, 68 ans, ancien cadre du régime communiste, Premier ministre de 2001 à 2004 et soupçonné d'implication dans des affaires de corruption. Avec cette candidature originale, le SLD cherche à sortir d'une crise de vieillissement de ses cadres et de son électorat, tandis que la « nouvelle » gauche se divise en petits partis qui peinent à franchir les seuils (Verts, parti des Femmes et Union du travail cités plus haut, ou encore Ton mouvement de Janusz Palikot).

Cependant, la direction du SLD semble avoir fait une erreur de calcul avec M. Ogórek qui attire davantage l'attention que la considération des électeurs. Mal à l'aise face aux journalistes, elle a du mal à apparaître comme une personnalité indépendante de son mentor L. Miller, et son programme semble se limiter à un objectif général de simplification de la législation. L'échec probable de ce pari risque d'emporter soit l'actuelle direction du SLD, soit le parti tout entier.

Le Parti paysan PSL, quant à lui, a mieux réussi son rajeunissement puisqu'il participe à la coalition gouvernementale avec la PO depuis 2007 et a fait émerger de nouveaux talents comme Władysław Kosiniak-Kamysz, ministre du Travail et de la politique sociale. Son candidat pour le scrutin à venir, Adam Jarubas, est également jeune (40 ans) et c'est le seul à avoir une carrière politique locale: il est depuis 2006 président de la région de Sainte-Croix. Réputé plus sérieux que M.Ogórek et moins polarisant qu'A. Duda, il appartient toutefois à une formation qui, dans l'histoire de la IIIe République (depuis 1989) n'a jamais pu prétendre à un meilleur rôle que celui de partenaire junior: dans aucun scrutin national, il n'a jamais dépassé 10 % des voix. Néanmoins, son résultat en mai aura certainement un impact sur le rapport de force qu'entretient le PSL avec la PO et sur sa stratégie pour les élections législatives d'octobre.

Outre ces quatre noms, la liste des candidats officiels comporte deux membres du Congrès de la nouvelle droite engagés dans une lutte fratricide (Janusz Korwin-Mikke et Jacek Wilk), deux stars de l'industrie du spectacle (le chanteur Paweł Kukiz et le réalisateur Grzegorz Braun, monarchiste), l'entrepreneur Paweł Tanajno, le représentant du Mouvement national Marian Kowalski (droite nationaliste) et Janusz Palikot, dont Ton mouvement est le seul parti de la « nouvelle » gauche à avoir franchi le barrage des 100 000 signatures. Aucun d'entre eux ne peut raisonnablement espérer parvenir au second tour.

Même si une élection peut toujours surprendre –en 2005, les sondages avaient donné Donald Tusk gagnant, alors qu'en définitive son rival L. Kaczyński remporta la présidence–, il paraît improbable que le scrutin du 10 mai débouche sur un scénario autre qu'un duel Komorowski-Duda ou une victoire du Président sortant dès le premier tour. Cependant, à la différence de la France où le régime semi-présidentiel, depuis la réforme du quinquennat, tend à confier systématiquement au Président la majorité nécessaire à la conduite de son action, l'éventuel renouvellement du mandat de B. Komorowski n'aura pas de grande valeur prédictive pour les résultats des élections législatives d'octobre, autrement plus décisives pour la Pologne comme pour le reste de l'Union européenne.

Notes :
[1] Romain Su, «Pologne: « Construire un patriotisme familial »», *Regard sur l'Est*, 1er novembre 2013.
[2] Bronisław Komorowski, «Prezydent Bronisław Komorowski o stanie debaty publicznej: Polska racjonalna czy radykalna?», *Gazeta Wyborcza*, 23 mars 2015.

Vignette : Le Palais présidentiel de Varsovie (Photo : Marcin Białek, Creative Commons).

* Romain SU est rédacteur en chef du *Courrier de Pologne* (www.courrierpologne.fr), actuellement volontaire européen à Soumy en Ukraine.

Retour en haut de page

date créée
16/04/2015
Champs de Méta
Auteur-article : Romain SU*